

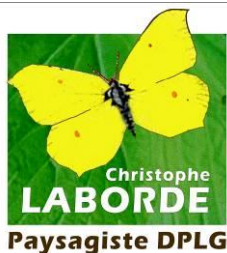


Maîtrise d'ouvrage
Ville de
BAPAUME

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Aménagement du cimetière

Maîtrise d'œuvre



RC
Règlement de Consultation

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

REGLEMENT DE CONSULTATION

Le Maître d'ouvrage est :

Mairie de BAPAUME
36 Place Faidherbe
62450 BAPAUME
Tél. 03 21 50 58 80

Le Maître d'œuvre est:

LABORDE Christophe – Paysagiste D.P.L.G.
Les Jardins de l'Artois
Appartement 116
62000 ARRAS
Tél. : 06 82 12 35 55
Christophe.laborde3@orange.fr

Procédure adaptée

DATE et HEURE LIMITE de REMISE DES OFFRES :

Le 21 juin 2024 à 12h

Délai de rigueur

ARTICLE 1 - OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offre concerne les travaux d'aménagement du cimetière municipal.
Le descriptif de ces ouvrages sont repris au CCTP, CCAP, DQE et au BPU.
Les périmètres d'intervention sont portés au plan masse.

Références à la nomenclature (PCV) :

Objet principal : 45113000-2 – Travaux de Chantier

45112700-2 - Travaux d'aménagement paysager

Objets complémentaires : 45112714-3 - Travaux d'aménagement paysager de cimetières

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES

2.1 Etendue de la consultation et mode de consultation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique. Il s'agit d'un marché ordinaire.

Les prestations du présent marché seront exécutées au Cimetière de BAPAUME, Rue du Faubourg d'ARRAS.

La durée du marché début à compter de sa notification et expire à la réception des travaux par le maître d'ouvrage.

A titre indicatif, la fin des travaux est souhaitée pour le 18 octobre 2024.

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif.

Les prestations seront financées par le budget principal de la Ville de BAPAUME.

2.2 Maîtrise d 'œuvre

La Maîtrise d'œuvre est assurée par le Bureau d'études Christophe LABORDE, paysagiste D.P.L.G. Elle est assurée au titre d'une mission du domaine Infrastructures rappelée au C.C.A.P.

2.3 Décomposition en tranches ou en lot

Il s'agit d'un marché de travaux avec plusieurs lots.

Lot 1 : Voiries et Réseaux Divers.

Lot 2 : Espaces Verts.

2.4 Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de modifications au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

2.5 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.6 Forme juridique de l'attributaire du marché

Le marché fera l'objet d'un marché conclu en entreprise générale. L'entrepreneur peut être un entrepreneur unique ou un groupement momentané d'entrepreneurs.

En cas de groupement conjoint le mandataire sera solidaire pour chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique pour l'exécution du marché.

Il est interdit aux entrepreneurs d'agir à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

Les offres devront désigner tous les sous-traitants chargés des prestations qui ne seront pas exécutées par le titulaire du marché.

2.7 Modifications de détail au dossier de consultation

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 7 jours minimum avant la date limite fixée pour la remise des offres des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite est reportée la disposition est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.8 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres fixé dans le cadre de l'acte d'engagement est de 120 (Cent vingt jours) ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2.9 Propriété intellectuelle des projets

L'entrepreneur garantit le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre contre les revendications des tiers concernant les brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce employés pour l'exécution du marché.

Il appartient à l'entrepreneur d'obtenir dans ce cas, à ses frais, les cessions, licences ou autorisations nécessaires, le maître de l'ouvrage ayant le droit, ultérieurement, de procéder ou de faire procéder par qui bon lui semble à toutes les réparations nécessaires.

2.10 Responsabilité décennale

Les architectes, entrepreneurs et autres personnes liées au maître de l'ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage sont déchargés de la garantie des ouvrages qu'ils ont faits ou dirigés après dix ans s'il s'agit de gros ouvrages, après deux ans pour les menus ouvrages.

2.11 Développement Durable » avec les mentions suivantes

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

ARTICLE 3 - PRESENTATION DES OFFRES

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française.

Pour les produits faisant référence à des normes ou marques de qualités étrangères, le candidat fournira tous les documents complémentaires permettant d'apprécier l'équivalence. Les certificats originaux établis éventuellement dans une autre langue que le français devront être accompagnés de leur traduction en français.

Le dossier à remettre par les concurrents comprendra les pièces suivantes:

3.1 Candidature

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise : Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise : Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels...

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années. Présentation des moyens humains, ...
- Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat.
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique du candidat.

- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle à jour à la date d'établissement des offres par les candidats.

Etat annuel des certificats délivrés par les organismes compétents (situation sociale et fiscale) ou formulaire type Noti 2 (ancien formulaire DC7).

Extrait Kbis.

RIB.

Attestation sur l'honneur que le candidat n'a pas fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions aux articles L.324-9

Les entreprises en liquidation judiciaire ne sont pas admises à concourir.

Les entreprises en redressement judiciaire devront justifier de leurs habilitations à poursuivre leurs activités pendant la durée prévisible du marché.

Il est exigé de chaque co-traitant et sous-traitant qu'il produise les renseignements ci-dessus.

3.2 Offre

Un Acte d'Engagement selon le cadre ci-joint à compléter, daté et signé par le représentant qualifié de l'entreprise candidate ayant vocation à être titulaire du marché (ou en fonction de l'option choisie au DC 4, les représentants de toutes les entreprises en cas de groupement). Une même personne ne peut représenter plus d'une candidature pour un même marché.

Le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder. Il présentera sa sous-traitance dans autant d'actes spéciaux annexés à l'Acte d'Engagement que de sous-traitants.

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- Le Règlement de Consultation (RC)
- L'Acte d'Engagement (AE)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE)
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Le carnet de détails

ARTICLE 4 - JUGEMENT DES OFFRES

4.1 Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

4.2 Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée. Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie en fonction des critères de jugement ci-dessous énoncés et hiérarchisés :

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée. Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Si le candidat retenu ne peut produire ces documents dans le délai ci-dessus, son offre sera rejetée

Coefficients & Critères de jugement des offres :

65% Prix des prestations
35% Valeur technique

Prix de la prestation, sur la base du document intitulé « Bordereau des Prix Unitaires – Détail Estimatif » qui permettra de classer les offres notées sur 10 puis pondérées à 65 %,

La notation sera effectuée en application de la formule suivante :

$N = (P1/P2) \times 10$ dans laquelle :
N = note attribuée ;
P1 = prix proposé le plus bas
P2 = prix proposé par le candidat.

La valeur technique sur 60 points. Elle repose sur l'élaboration par le candidat d'un mémoire technique comprenant au minimum les points suivants notés sur 10 puis pondérés à 35 %

COMMUNE BAPAUME – AMENAGEMENT DU CIMETIERE
REGLEMENT DE CONSULTATION

Elément du mémoire (note sur 40)	Critères à renseigner pour chaque élément	
A/ Une note sur les moyens proposés pour la mise en œuvre (liste par entreprise en cas d'un regroupement) (10 points)	a) Moyens humains. (5 points)	Personnel proposé et ses qualifications en vue de la mise en œuvre de la prestation.
	b) Moyens matériels. (5 points)	Descriptif des moyens
B/ Une note relative à la qualité des matériaux, procédés de fabrication et processus de mise en œuvre. (30 points)	a) Un descriptif des matériaux et procédés de mise en œuvre proposés. (15 points)	Fiches techniques et fournisseurs de tous les matériaux.
	b) Des dessins et coupes techniques. (15 points)	Sur les ouvrages à mettre en œuvre.
C/ Une note présentant la méthodologie et les mesures proposées pour la mise en œuvre (20 points)	a) Le planning d'exécution précisant les différentes phases de la prestation. Le délai d'intervention global avec délais de fournitures. (10 points)	Précisions sur les contraintes et difficultés techniques propres à la prestation.
	b) Les mesures prises pour la sécurité, l'hygiène et la propreté du chantier. (5 points)	
	c) Les mesures prises pour la réduction des nuisances de chantier et le respect de son environnement. (5 points)	En matière de recyclage des déchets et de respect des riverains. Bilan carbone de l'opération

La notation avant pondération sera effectuée en application de la formule suivante :

N = note attribuée au candidat

N1 = N/6

Les offres paraissant anormalement basses à la commission pourront être rejetées sur décision motivée. Des précisions seront demandées et vérifiées, elles porteront notamment sur des sous-détails des éléments constitutifs des prix des différents postes en distinguant :

- Les coûts directs décomposés en salaires et charges, dépenses de matériaux et de consommables, dépense de matériel.
- Les frais généraux, exprimés en pourcentage des coûts directs
- La marge pour risques et bénéfices exprimée en pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le bordereau des prix unitaires (les prix en lettres l'emportant sur les prix en chiffres) prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant de l'acte d'engagement sera rectifié en conséquence.

Les erreurs de multiplication, d'addition, ou de report qui seraient constatées dans le détail quantitatif estimatif seront rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail quantitatif estimatif qui sera pris en considération.

4.3 Négociation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec tous les candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Les négociations pourront porter sur tous les éléments remis par les candidats dans leur offre.

ARTICLE 5 - AUTRES RENSEIGNEMENTS

5.1 Contenu du dossier de consultation

Les pièces constitutives du marché sont énumérées par ordre décroissant de priorité au C.C.A.P.

A ces pièces constitutives du marché s'ajoute pour former le Dossier de Consultation des Entreprises le présent Règlement de la Consultation.

5.2 Modalités de remise des offres « voie électronique ».

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.info>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

L'organisation et le nommage des fichiers attendus par le pouvoir adjudicateur est le suivant :

Les candidats déposant une offre veilleront à utiliser une norme de nommage des documents simple sans trop de caractères (par exemple AE à la place d'Acte d'Engagement) et de ne pas utiliser de caractères spéciaux.

L'acheteur préconise fortement la signature des documents visés à l'article "Suite à donner à la consultation" par le biais d'un certificat de signature électronique au format XAdES, CAdES ou PAdES.

La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.

Toutefois, en cas d'impossibilité pour l'attributaire de signer avec un certificat de signature électronique de type eIDAS (comme décrit ci-dessus), ce dernier pourra remettre les documents de l'offre signés par courrier avec une signature manuscrite.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Le candidat est invité à créer son "Espace entreprise" sur la plateforme des marchés publics du centre de gestion. Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres. . .). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alertes sur les consultations (précisions, modifications, report de délais...).

Par conséquent, il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

Un service de dépôt "Attestation" permet au candidat de déposer en ligne son RIB, son KBIS, ses attestations d'assurance, sa liste nominative des travailleurs étrangers, son attestation de régularité fiscale et son attestation semestrielle sociale dans un coffre-fort sécurisé. L'ensemble des acheteurs utilisateurs de la plateforme auront accès à ces informations.

L'ensemble de ces services est fourni gratuitement au candidat.

ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.info>

Cette demande doit intervenir au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

Possibilité d'une copie de sauvegarde :

Les entreprises peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique.

COMMUNE BAPAUME – AMENAGEMENT DU CIMETIERE REGLEMENT DE CONSULTATION

Cette copie de sauvegarde doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures et/ou des offres.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli cacheté avec la mention " copie de sauvegarde ", ainsi que du libellé et du numéro de l'affaire.

Les plis devront être remis contre récépissé à l'adresse suivante :

Ville de BAPAUME
Secrétariat Général
36 Place FAIDHERBE à BAPAUME
du mardi au vendredi de 8h30 à 12h30

ou, s'ils sont envoyés par la poste, devront l'être à l'adresse ci-dessous :

Ville de BAPAUME
CS90017
62452 BAPAUME CEDEX
par pli recommandé avec avis de réception postal.

La copie de sauvegarde ne sera ouverte par le pouvoir adjudicateur que dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.
- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais, et que le téléchargement de la candidature ou de l'offre électronique est débutée dans les délais.

Si le pli n'est pas ouvert, il est détruit à l'issue de la procédure.

ARTICLE 6 – PROCEDURE DE RECOURS ET DE CONCILIATION

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel les renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours.

Tribunal Administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire
CS 62039
59014 LILLE CEDEX
Tél : 03 59 54 23 42 - Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.